

APRÈS LE VERDICT PRONONCÉ DANS L'AFFAIRE SONATRACH 1

Quel impact sur «Sonatrach 2» ?

A moins d'une cassation au niveau de la Cour suprême et, par voie de conséquence, son rejugement par une autre juridiction criminelle, l'affaire Sonatrach 1 est désormais close. Il n'en demeure que la principale question qui se pose est celle relative à l'autre scandale du groupe pétrolier, en l'occurrence l'affaire dite «Sonatrach 2».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le verdict prononcé par le tribunal criminel près la cour d'Alger contre les mis en cause dans l'affaire Sonatrach 1 aura-t-il des conséquences directes sur le scandale de Sonatrach 2 ? La sentence prononcée par la justice algérienne influera-t-elle sur la suite à donner par la justice italienne ? Des questions qui se posent vingt-quatre heures après le verdict prononcé par le juge Reggad.

Il n'en demeure que des sources judiciaires nous ont indiqué que la justice italienne avait suivi d'une manière indirecte, et ce, du début jusqu'à la fin le déroulement du procès qui s'est tenu du 27 décembre au 27 janvier au niveau de la cour d'Alger. Lors de la plaidoirie de la défense, deux visions se croisaient concernant «l'étendue»

de cette affaire à l'international. La première approche a été défendue par les avocats des mis en cause.

Miloud Brahimi, avocat de l'ex-P-dg de Sonatrach Mohamed Meziane, s'est indigné de voir «l'image de Sonatrach ternie par une affaire qui devait se limiter et être réglée exclusivement au plan interne de l'entreprise».

Or, pour sa part, l'avocat de la partie civile, représenté en la circonstance par Abdelmadjid Sellini, avait déclaré lors de son passage à la barre que «l'ouverture par le parquet de Milan d'une information judiciaire sur l'affaire de Sonatrach 2 est une conséquence directe du scandale de l'affaire Sonatrach».

D'ailleurs, le même avocat devait se déplacer le 23 janvier dernier à Milan pour être reçu

par le parquet relevant de cette juridiction, afin d'annoncer, sa constitution en sa qualité de représentant de Sonatrach.

Il reste à connaître la stratégie de la partie algérienne dans ce nouvel épisode de l'affaire Sonatrach, sachant que dans l'affaire Sonatrach 1, les «débats sont désormais clos» ! Pour rappel, en février 2015, la presse milanaise avait annoncé que le procureur de Milan en charge du dossier, Fabio de Pasquale, a demandé la traduction devant la justice de l'ex-n°1 du groupe énergétique italien ENI, Paolo Scaroni, ainsi que sept autres personnes directement impliquées dans cette affaire de versements de 198 millions de dollars de pots-de-vin contre des contrats pétroliers en Algérie dans laquelle est pleinement impliquée l'entreprise italienne Saipem, filiale d'ENI. Selon les éléments d'un dossier aujourd'hui, dit-on «très dense», le procureur de Milan avait poursuivi l'ex-patron d'ENI, Paolo Scaroni, l'ex-directeur des opérations de Saipem,



Photos : DR

L'affaire Sonatrach 1 est désormais close.

Pietro Varone (arrêté en 2013), l'ancien président de Saipem Algérie, Tullio Orsi, l'ancien directeur financier de Saipem puis d'ENI, Alessandro Bernini, l'ex-président et ex-P-dg de Saipem, Peter Telle, l'ancien responsable Afrique du Nord d'ENI, Antonio Vella, et bien sûr Farid Bedjaoui, appelé par la presse italienne «le facilitateur».

Selon la justice italienne, Farid Bedjaoui est au cœur de cette affaire de corruption internationale et est considéré comme l'intermédiaire de l'ex-ministre de l'Energie, Chakib Khelil et les patrons d'ENI via la Saipem. Dans la liste, il y a également le nom d'un Algérien, Samir Ourayed, en fuite.

A. B.

IL SERA PRÉSENTÉ AUJOURD'HUI

Cancer en Algérie : le tableau de bord

L'Algérie célèbre aujourd'hui, à l'instar des autres pays dans le monde, la Journée mondiale du cancer. L'occasion pour le ministère de la Santé de rendre publiques toutes les actions de lutte contre le cancer et les mesures de prise en charge de cette maladie qui touche près de 50 000 nouvelles personnes annuellement.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le ministre de la Santé fera le point aujourd'hui, à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le cancer, sur cette maladie en Algérie. Sa progression, les mesures de prise en charge, les moyens de sensibilisation et de prévention mis en place... le département fera le diagnostic de tout cela lors de cette journée. Selon Smail Mesbah, directeur de la prévention au ministère de la Santé, le cancer progresse, certes, en l'Algérie, mais nous avons des atouts pour faire face. Le plan cancer 2015/2019, dit-il, est un gage de mobilisation gouvernementale et de pérennité de l'action de lutte. Les moyens financiers ne sont pas en reste. Ainsi, 18 milliards de dinars ont été alloués au fonds d'appui pour le cancer. Aussi, poursuit-il, il existe un potentiel «appréciable» en matière d'équipements et de ressources humaines. En 2013, avec seulement sept accélérateurs, les délais d'attente pour la radiothérapie s'élevaient sur 15 mois et la pénurie de médicament était récurrente, rappelle le directeur général de la prévention. Aujourd'hui, nous disposons de 21 accélérateurs, de



18 milliards de dinars ont été alloués au fonds d'appui pour le cancer.

32 services en oncologie médicale, de 48 unités d'oncologies, d'une capacité de 2 000 lits. Les délais de rendez-vous actuellement, dit-il, sont de moins d'un mois pour l'ensemble des cancers sauf pour le cancer du sein.

Par contre, même si l'Algérie enregistre une moyenne de 50 000 nouveaux cas de cancers annuellement, la tendance de la progression de la maladie n'est pas plus inquiétante que ses voisins. Selon les données du registre cancer de 2014, la tendance de la maladie est de 120 cas pour 100 000 habitants contre 74 cas pour 100 000 habitants en 1986. Aux USA, la tendance est de 400 cas pour 100 000 habitants, en France, c'est 230 cas pour 100 000 habitants et la moyenne est entre 120 à 125 cas dans les pays voisins. Aujourd'hui, ils sont 14 millions de personnes à être affectées par le cancer dans le monde annuellement. Huit millions de malades décèdent à cause de cette pandémie chaque année.

L'intervenant a rappelé qu'en matière de prévention, l'Algérie s'est engagée sur trois axes notamment la lutte contre le tabac, la promotion de l'alimentation saine, (diminution du sucre et de sel entre autre) et l'activité physique (une marche de 30 minutes au quotidien). Mesbah a indiqué que la nouvelle loi sanitaire dans son volet de la lutte contre le tabagisme a prévu des sanctions et des amendes contre le tabac dans les lieux publics.

Un plan national pour la sécurité alimentaire sera mis en place durant ce premier trimestre
Smail Mesbah a annoncé qu'un plan national de sécurité alimentaire est en cours de mise en place.

C'est un plan, dit-il, de lutte globale qui regroupe tous les secteurs concernés y compris la société civile et qui va de la sensibilisation aux sanctions. Sa mise en œuvre est prévue pour le premier trimestre de l'année en cours.

S. A.

MENACE DU VIRUS ZIKA

Le ministère de la Santé rassure

«Le virus Zika n'est pas une menace pour l'Algérie» ou du moins le risque est «extrêmement faible», a déclaré le professeur Smail Mesbah, directeur général de la prévention au ministère de la Santé, en se référant aux évaluations de la cellule de veille de la tutelle.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Ayant infecté plus de 1.5 million de personnes au Brésil, le virus Zika est fortement présent en Amérique Latine. Pour ce qui est de l'Afrique du Nord, le ministère de la Santé se veut sécurisant quant à son éventuelle propagation en Algérie.

Ceci en considérant que le moustique tigre, responsable de la transmission de l'épidémie n'est pas présent dans le pays. Or, le risque zéro n'existe pas. C'est dans ce sens que le professeur a affirmé que le plan national de préparation d'alerte et de riposte contre les menaces sanitaires «potentielles et épidémiques», ainsi que les urgences sanitaires de portée mondiale, mis en place depuis deux ans, est «prêt» à intervenir dans le cas où une éventuelle infection est détectée.

En effet, le virus Zika est une épidémie «à portée mondiale» selon le dernier rapport de l'OMS à ce sujet. Celui-ci est même soupçonné d'être à l'origine des malformations congénitales constatées chez les nourrissons nés de femmes atteintes du virus, au cours de leur grossesse. Si le virus Zika ne constitue pas un danger particulier pour les personnes «ordinaires» atteintes, il est grandement néfaste pour les fœtus. D'où la concentration de la prévention sanitaire sur les femmes enceintes dans les pays où le virus Zika est actif.

Par ailleurs, le professeur a indiqué qu'il faut tout de même être «prudent». C'est pourquoi le ministère de la Santé est, selon lui, constamment en contact avec l'organisme de règlement sanitaire international. De plus, des postes de contrôle du plan national multisectoriel de prévention sont installés aux frontières.

N. B.